Mouvement des Entreprises de France

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 4 novembre 2021

Trilatérale à Paris, présidence française du Conseil de l'UE, impact et coût social de la transition, budget dédié à la transition verte, accord UE/USA, centrales nucléaires...

Trilatérale à Paris : rencontre entre les patronats français, allemand, italien
Les représentants des patronats et membres des trois gouvernements se retrouveront les 9 et 10 novembre au siège du Medef. Les présidents du BDI (Siegfried Russwurm), de Confindustria (Carlo Bonomi), et du Medef discuteront notamment la souveraineté technologique et les ambitions climatiques européennes. Les priorités de la présidence française de l'UE seront à l'ordre du jour.

Présidence française du Conseil de l'UE (PFUE) : premières annonces
Premiers éléments de programme : un conseil informel Environnement se tiendra ainsi à Amiens, un sur la santé à Grenoble, et le conseil Justice à Lille. Les 6 et 7 janvier, le président français échangera avec les commissaires avant de prendre la parole devant le Parlement européen le 19 ou 20 janvier. Il s'exprimera lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe le 10 mars à Strasbourg.

La Commission lance une consultation publique sur l'impact et le coût social de la transition
Les avis collectés lors de cette consultation, initiée le 29 octobre, contribueront à la recommandation de la Commission destinée aux Etats membres sur la mise en place d'une transition juste. La formation et reconversion professionnelle mais aussi la conséquence sociale de la hausse des prix de l'énergie sont les principaux enjeux abordés par ce futur texte (non-législatif).

La Commission et le Conseil augmentent le budget dédié à la transition verte
Présents à la COP26 à Glasgow, Ursula von der Leyen et Charles Michel ont rappelé l'ambition du *Green Deal* : assurer le leadership européen dans la transition verte. Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, la mobilisation des financements publiques est indispensable : le budget européen pour l'action climatique augmentera de 5 milliards d'euros d'ici 2027 (budget de 27 milliards en 2020). Les investissements en faveur de la biodiversité seront doublés.

Accord UE/USA pour la levée des droits de douane sur l'acier et l'aluminium européen
Ces taxes additionnelles avaient été imposées par l'administration Trump en 2018 (+25 % sur l'acier +10 % sur l'aluminium). Les taxes européennes instaurées en guise de représailles sont levées. Cet accord trouvé le 30 octobre ouvre la voie vers un nouvel accord transatlantique destiné à combattre la concurrence de l'acier chinois et à promouvoir la décarbonation du secteur.

Projets de centrales nucléaires à l'Est
Les divergences entre Etats membres concernant l'intégration ou non du nucléaire dans la catégorie « verte » de la taxonomie se cristallisent autour de la construction de centrales. Ce texte attendu pour fin 2021 doit classer la durabilité des investissements. La France considère la décarbonation du pays indissociable de cette énergie, à l'instar des pays de l'Est. Le gouvernement tchèque prévoit une nouvelle centrale opérationnelle d'ici 2036. En Roumanie, un accord a été trouvé le 2 novembre avec les Américains pour la construction d'une centrale à petits réacteurs modulaires. Les USA ont déjà conclu en 2020 un contrat de nucléaire civil avec la Pologne.